

Poitiers, le 14/11/2023



COMMUNIQUÉ

Malgré le gouvernement, le peuple agit pour la paix

Ce 9 novembre, 400 personnes se sont rassemblées à Poitiers, pour dénoncer les massacres actuellement en cours à Gaza, pour exiger un cessez-le-feu immédiat, et pour que les moyens de la diplomatie française et européennes soient mis au service d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

Alors que les organisations qui appelaient à ce rassemblement étaient les mêmes que le 19 octobre, et sur les mêmes bases politiques, le préfet a cette fois-ci été contraint de ne pas l'interdire. Cela confirme ce que nous dénonçons : l'interdiction n'a jamais été motivée par un impératif de sécurité, **il s'agissait en réalité d'une odieuse instrumentalisation politicienne de l'émotion légitime ressentie par le pays devant l'horreur des attaques du Hamas**. La macronie — dont notre préfet est un zélé soldat — a usé de tous ses moyens pour désigner des ennemis de l'intérieur, accuser le camp de la paix et du droit international d'antisémitisme ou de soutien au terrorisme, s'attaquant à nos libertés fondamentales et notamment celle de manifester.

En conséquence, **nous contesterons toutes les verbalisations honteuses délivrées aux militant-es pour la paix** les 19 et 28 octobre derniers.

Contre la rhétorique guerrière de notre gouvernement, nous sommes fier-ères d'avoir contribué par ces appels et ces mobilisations à ce que le camp de la paix puisse de nouveau s'exprimer, malgré les tentatives gouvernementales pour l'étouffer. Nous constatons aussi que ces mobilisations populaires à travers le pays obtiennent déjà de premières victoires, en ayant poussé le président Macron à enfin demander un cessez-le-feu. Il aura malheureusement fallu pour cela plus de 10 000 victimes civiles des crimes de guerre de l'armée Israélienne.

Nous ne nous arrêterons pas là. **De nouvelles mobilisations sont annoncées pour le week-end prochain partout dans le pays, nous voulons en faire des succès populaires** pour ouvrir un chemin de paix, par un cessez-le-feu immédiat, la libération des otages, l'arrêt de la colonisation en Palestine, le respect du droit des peuples à l'autodétermination, la libération des prisonniers politiques.